



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Le-commerce-equitable-beaucoup-de-bruit-au-Nord-peu-d-impact-au-Sud>

Le commerce équitable : beaucoup de bruit au Nord, peu d'impact au Sud

- International - Afrique -



Date de mise en ligne : mardi 21 mai 2013

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Censé être bénéfique aux travailleurs et à l'environnement des régions de production, le commerce équitable jouit d'une bonne réputation. La réalité est que ce commerce obéit à une logique de fonctionnement néolibérale et ne profite finalement guère aux petits producteurs des pays les plus pauvres, explique l'économiste sénégalais Ndongo Samba Sylla.

La Quinzaine du commerce équitable, prévue en France du 4 au 19 mai, offre l'occasion de revenir sur la question de l'impact socioéconomique de cette démarche de solidarité. En effet, à entendre l'opinion véhiculée par les protagonistes de ce mouvement et par la plupart des médias, on a l'impression que le commerce équitable génère des retombées importantes dans les pays les plus pauvres de la planète et que le simple fait d'acheter « équitable » pourrait être apparenté à une forme inédite de politique sociale à l'échelle globale. Qu'en est-il vraiment ? L'opinion publique à ce niveau est-elle l'opinion réelle ? Le commerce équitable a-t-il l'impact décrit par ses partisans ? Ou est-ce plutôt, ainsi que le soutient une minorité dissidente, une gigantesque imposture marketing rendue inattaquable par la forteresse des beaux sentiments et de la noblesse de mission ? La réalité est que le commerce équitable (Max Havelaar/Fairtrade ; l'approche qui retiendra ici notre attention) reproduit exactement les structures du commerce conventionnel.

Contrairement à la rhétorique ambiante, le commerce équitable (CE) version labellisée n'est pas une alternative au libre-échange. C'est plutôt un prolongement de la logique libre-échangiste. La principale différence est que le CE fixe un prix d'entrée (prix minimum) assorti de certaines conditions contractuelles (prime, préfinancement, etc.) censées être plus bénéfiques aux travailleurs et à l'environnement. Mais, comme les organisations de labellisation n'ont pas légalement le droit d'intervenir dans la fixation des prix, les marchés de produits CE se comportent comme n'importe quel autre marché : il faut avoir quelque chose à vendre et trouver quelqu'un qui puisse l'acheter. Le fait d'obtenir une certification CE n'est pas non plus une garantie d'accès aux marchés CE.

En règle générale, la plupart des producteurs ayant reçu une certification pour un de leurs produits vendent une partie seulement de leur production aux conditions CE. Si bien que l'impact local du commerce équitable n'existe que pour les groupes qui ont accès de manière durable aux marchés CE dans les contextes où les prix sur les marchés CE sont plus intéressants que ceux qui prévalent sur le marché conventionnel. Dans les faits, au niveau local, ce sont les groupes les moins pauvres et les plus dynamiques qui tendent à être sélectionnés par le commerce équitable car ce sont les mieux pourvus lorsqu'il s'agit de répondre aux exigences des acteurs des chaînes de valeur CE. Si l'évaluation de l'impact local du commerce équitable donne lieu à des résultats mi-figue mi-raisin, il en va autrement de son impact global.

Avec le commerce équitable, la valeur ajoutée reste toujours dans le Nord. Les ventes des produits CE peuvent sans doute connaître des taux de croissance enviables, pour autant cela ne se répercute que faiblement dans le Sud. La prime créée par le commerce équitable était estimée à 41,2 millions d'euros en 2008 par Fairtrade International, chiffre à comparer avec le total du budget consolidé des cinq principales organisations de labellisation (Royaume-Uni, États-Unis, Allemagne, France, Suisse) parmi les dix-neuf existantes : 31,2 millions d'euros. Comme mécanisme de transfert, il va sans dire que le commerce équitable est plutôt inefficace : les coûts qu'il induit sont largement supérieurs aux bénéfices qu'il procure.

L'ironie est que les organisations de labellisation ont plus profité du commerce équitable que les producteurs qu'elles étaient censées aider. Pour prendre le cas de Transfair USA, les revenus issus des cessions de licences ont été multipliés par 22 entre 2001 et 2009 ! Le moins que l'on puisse dire est que les producteurs dans le Sud n'ont pas connu une croissance aussi vertigineuse de leurs revenus. Aux États-Unis, pour chaque dollar alloué à l'achat d'un produit CE, seuls trois centimes sont effectivement transférés dans les pays en développement. Bien que dérisoire,

ce montant n'est pas mesuré net car il ne concerne que la partie de la production qui a pu être vendue aux conditions du commerce équitable (il ne prend pas en compte le manque à gagner éventuellement encouru sur la partie restante de la production) et car il faudrait y soustraire le coût du renouvellement de la certification CE.

Que le commerce équitable soit une réalité insignifiante du commerce mondial est aisé à mettre en évidence. En 2008, les exportations de produits CE étaient de l'ordre de 442 millions d'euros, chiffre à mettre en relation avec la valeur des exportations globales de marchandises du Sud vers le Nord (6 200 milliards de dollars). Contrairement aux affirmations des protagonistes du commerce équitable, les gains financiers créés par ce mouvement sont très faibles. En moyenne, pour 2008, les gains annuels s'établissaient à 454 euros par travailleur et à 74 euros si on inclut leurs familles. Ceci étant dit, il importe de préciser que ces 74 euros, qui ne sont pas mesurés nets (les coûts de production, de transport, packaging, etc. n'ont pas été déduits), représentaient 16% du PIB par habitant observé en moyenne pour les pays les moins avancés.

Non seulement les gains sont faibles, de surcroît, ils sont inégalement répartis. Les retombées du commerce équitable vont essentiellement aux pays en développement les plus riches, notamment les pays d'Amérique latine qui ont un double avantage : ils sont spécialisés dans les produits phares du commerce équitable (café et bananes notamment) et ont un plus grand pouvoir d'achat -ils peuvent payer la certification CE. Les pays les moins avancés recensent 13,5% seulement des organisations ayant reçu une certification CE. Chez les pays classés par la Banque mondiale comme ayant un revenu intermédiaire élevé, ce chiffre s'établit à 54% ! En Afrique et en Asie, l'Afrique du Sud et l'Inde étaient respectivement les pays qui comptaient le plus de certifications CE en 2009.

Outre qu'il exclut les pays les plus pauvres du monde, le commerce équitable est implanté dans les pays qui ont le moins besoin du commerce des produits primaires. Prenons l'exemple du café. Au niveau mondial, le Burundi et l'Éthiopie sont les deux pays qui sont les plus dépendants de l'exportation de ce produit. Le café fournissait respectivement 26% et 34% de leurs recettes d'exportation en 2008. Seules trois certifications CE avaient été délivrées en 2009 pour l'Éthiopie et aucune dans le cas du Burundi. En Amérique latine, le Honduras et le Nicaragua figurent parmi les pays qui dépendent le plus des recettes du café. Paradoxalement, ils sont relativement marginalisés au profit de pays tels que le Mexique et le Pérou, qui totalisaient à eux deux 99 certifications de café CE, soit 31% du total de certifications de café CE. Or, pour ces deux économies relativement diversifiées, le café fournissait dans la meilleure des hypothèses moins de 2% de leurs recettes d'exportation. Les mêmes constats s'appliquent dans le cas de la banane, du cacao et du coton.

Tous ces éléments montrent une seule chose : le commerce équitable obéit dans son fonctionnement à une logique néolibérale (les riches gagnent alors que les pauvres sont marginalisés et leurs besoins occultés) même si les intentions de ses protagonistes sont tout autres. Une propagande marketing tous azimuts a pu donner l'impression que cette démarche de solidarité a réalisé des choses prodigieuses. Il n'en est rien et il ne saurait en être autrement. On ne peut espérer lutter efficacement contre la pauvreté dans les pays du Sud sans remettre en cause radicalement leur spécialisation économique comme exportateurs de produits primaires.

Au lieu de s'attaquer à la structure de la division internationale du travail, le commerce équitable la présuppose et la renforce. Les capitalistes britanniques de la fin du XVIIIe siècle, marchant la main dans la main avec les abolitionnistes, avaient promu le boycott de certains produits en vue de mettre fin à l'esclavage des noirs. Trois siècles plus tard, et après que le mouvement Fair Trade a entretemps défendu l'expansion coloniale britannique, l'esclavage a été aboli mais l'échange inégal persiste entre les mêmes zones.

Les Français pourront certainement célébrer avec faste la Quinzaine du commerce équitable. Qu'ils ne se fassent cependant pas d'illusions sur la portée de cet événement : les dépenses occasionnées vont rester pour l'essentiel dans l'Hexagone. Pour manifester leur solidarité, une démarche plus appropriée pourrait consister à soutenir les peuples du Sud contre l'Union européenne qui leur demande de signer, quasiment le couteau sous la gorge, des

Le commerce équitable : beaucoup de bruit au Nord, peu d'impact au Sud

accords de partenariat économique, accords libre-échangistes qui ne pourront qu'affaiblir leurs économies.

Acheter le café labellisé équitable, c'est bien, mais c'est globalement inefficace. Se battre contre les puissances du marché « libre » et leurs intendants en vue d'aider les peuples à s'autodéterminer, c'est mieux et plus prometteur pour l'humanité. Il ne faudra pas se tromper de combat.

Ndongo Samba Sylla, économiste sénégalais. Auteur du livre *Le Scandale Commerce Equitable. Le marketing de la pauvreté au service des riches*, Harmattan Sénégal, 2013.